## « La France, la défense européenne et l'Otan au 21<sup>ème</sup> siècle » journée d'étude de la Fondation pour la Recherche Stratégique – 11 mars 2009 –



## Conclusions de M. Bruno RACINE Président du Conseil d'administration de la Fondation pour la Recherche Stratégique

Monsieur le Président de la République,

C'est un grand honneur que vous faites à notre Fondation en venant clôturer cette journée d'étude par un discours important, et ce en présence du Premier ministre, des membres du gouvernement, et des Hautes personnalités étrangères qui ont pris part à nos débats de la journée. Il m'incombe d'essayer de vous résumer en cinq minutes cette journée qui a été très riche en échanges et qui, comme je l'ai dit, nous a permis de faire entendre dans le débat national le point de vue de nos partenaires européens et alliés.

Je pense que les discussions ont fait apparaître trois faits saillants. Le premier concerne l'Europe. Est apparu de manière assez unanime un souhait convergent de faire progresser encore l'Europe de la défense et bien entendu le traité de Lisbonne, dès qu'il entrera en vigueur – comme nous l'espérons –, permettra des avancées institutionnelles majeures. Cela étant, il a été souligné que les progrès institutionnels auront peu d'impact si la réalité militaire n'est pas à la hauteur des ambitions, et chacun a donc souligné la nécessité que les nations européennes consentent un effort de défense à la hauteur de l'analyse des menaces d'aujourd'hui et de demain.

Le deuxième point saillant concerne l'Alliance atlantique. Ici encore, personne n'a remis en cause son utilité et sa nécessité, alors qu'il y a dix ans, on se posait parfois la question, mais le besoin s'est fait sentir de clarifier ses grands objectifs, sur les plans politique et militaire, en profitant notamment de la discussion sur un nouveau Concept stratégique. Ce dernier devra tenir compte de l'émergence de nouvelles menaces, y compris lorsqu'elles sont géographiquement lointaines, mais aussi des

avancées institutionnelles de l'Union européenne. L'Afghanistan a bien sûr été mentionné comme un test majeur à court terme.

Le troisième point était moins consensuel et signale une certaine singularité du débat stratégique français qui a été évoquée par certains intervenants. Il s'agit de la relation entre la défense européenne et l'Alliance atlantique. Tout le monde a compris que, pour nos partenaires européens, les progrès de la défense européenne et l'engagement dans l'OTAN, non seulement ne sont pas incompatibles, mais sont inséparables. En France, la situation n'est pas aussi claire puisque, depuis quarante ans, l'OTAN est souvent perçue moins comme un espace de solidarité entre Européens que comme une institution largement dominée par les États-Unis. L'opinion française, même éclairée, ne sait pas grand chose de la réalité de l'engagement de la France dans l'OTAN. Tous les intervenants, quelle que soit leur sensibilité, ont reconnu que, sur le plan technique et juridique, le plein retour de la France dans la structure de commandement ne nous obligeait en rien à modifier les grands principes de notre défense, et n'affectait ni notre indépendance de décision ni notre autonomie nucléaire. Toutefois, deux sensibilités se sont exprimées : pour les uns, conscients de l'attente exprimée par tous nos partenaires européens en faveur d'un nouveau geste de la France vers l'OTAN. ce mouvement facilitera, et a même déjà commencé à faciliter les progrès de la défense européenne. C'est une sorte de pari, comme l'ont dit certains intervenants, mais un pari rationnel et raisonnable. D'autres, plus sceptiques, s'interrogent sur le bénéfice que nous tirerons de ce mouvement par rapport à la préservation du consensus national ou

d'une certaine image à l'extérieur. D'autres enfin se demandent tout simplement si les Européens auront la volonté de faire de l'ambition européenne une réalité.

C'est dire que le débat n'est en rien un débat technique, mais essentiellement un débat de nature politique. C'est à ce niveau qu'il doit être tranché et c'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président de la République, il est temps que je m'efface et que je vous cède ma place à la tribune

WWW.FRSTRATEGIE.ORG